WWDR 2026

Sous l'intitulÃ©Â L'Eau en partage, une Ã©galitÃ© des droits et des accÃ¨s, l'Ã©dition 2026 du Rapport mondial sur la mise en valeur des ressources en eau (WWDR 2026) nous rappelle avec force que l'Ã©galitÃ© des genres constitue une voie majeure vers un accÃ¨s et une utilisation Ã©quitables et justes des ressources en eau.

Titre
WWDR 2026Â

Rapport mondial des Nations unies 2026 sur la mise en valeur des ressources en eau

Ã‰diteurs
UNESCO

pour le compte de

UN Water sous la coordination deÂ

Miguel De Franca Doria

et de Michela Miletto

ISBN
978-92-3-200369-0

Pages
185

Sortie
mars 2026

Rapport

+ RÃ©sumÃ©

+Â Faits & chiffres

UN Water / UNESCO

L'EAU EN PARTAGE

Une Ã©galitÃ© des droits et des accÃ¨s

Â

Garantir la participation des femmes dans la gestion et la gouvernance de l'eau est un levier essentiel de progrÃ¨s et de dÃ©veloppement durable. Nous devons intensifier nos efforts pour prÃ©server l'accÃ¨s des femmes et des filles Ã l'eau. Il ne s'agit pas seulement d'un droit fondamental : lorsque les femmes disposent d'un accÃ¨s Ã©quitable Ã l'eau, l'ensemble de la sociÃ©tÃ© en bÃ©nÃ©ficie.

Khaled El-Enany

directeur gÃ©nÃ©ral de l'UNESCO

Â

Il est temps de pleinement reconnaÃ®tre le rÃ´le central des femmes et des filles dans les solutions liÃ©es Ã l'eau, en tant qu'utilisatrices, dirigeantes et professionnelles. Nous avons besoin des femmes et des hommes pour gÃ©rer l'eau comme un bien commun qui profite Ã l'ensemble de la sociÃ©tÃ©.

Alvaro Lario

prÃ©sident du Fonds international de dÃ©veloppement agricole (FIDA) et prÃ©sident d'ONU-EauÂ

Â

L'Ã©galitÃ© des genres constitue une voie majeure vers un accÃ¨s et une utilisation Ã©quitables et justes des ressources en eau

Â

MalgrÃ© des dÃ©cennies de progrÃ¨s, les inÃ©galitÃ©s continuent de compromettre la sÃ©curitÃ© hydrique mondiale, qui touc de maniÃ¨re disproportionnÃ©e les femmes et les filles. En gÃ©nÃ©ral, les femmes et les filles sont responsables de la collecte et la gestion de l'eau pour leur foyer, ce qui les expose Ã la pÃ©nibilitÃ© physique, limite le temps qu'elles consacrent Ã l'Ã©ducation et aux moyens de subsistance, engendre des risques pour leur santÃ© et une plus grande vulnÃ©rabilitÃ© face aux violences basÃ©es sur le genre, en particulier lorsque les services hydriques sont dangereux ou peu fiables.

En dÃ©pit de ce rÃ´le prÃ©pondÃ©rant dans la collecte de l'eau, les femmes restent exclues de la gestion de l'eau et des postes de direction y affÃ©rents. De maniÃ¨re gÃ©nÃ©rale, elles sont sous-reprÃ©sentÃ©es dans la gouvernance et la gestion des approvisionnements en eau, notamment en ce qui concerne le financement et le dÃ©veloppement des infrastructures hydrauliques. Ceci peut rÃ©duire leur accÃ¨s aux ressources en eau et empÃªcher un partage Ã©quitable des bÃ©nÃ©fices qui dÃ©coulent de cet accÃ¨s, compromettant leur santÃ©, leurs moyens de subsistance et leur sÃ©curitÃ© alimentaire.

Telle est la conclusion du Rapport mondial des Nations unies sur la mise en valeur des ressources en eau, publiÃ© par l'UNESCO au nom d'ONU-Eau, dont l'Ã©dition 2026 est intitulÃ©e L'Eau en partage, une Ã©galitÃ© des droits et des accÃ¨s.Â

Principales conclusions

Le rapport rÃ©vÃ¨le que les femmes sont chargÃ©es de la collecte de l'eau dans plus de 70 % des mÃ©nages ruraux non desservis. Ã€ l'Ã©chelle mondiale, les femmes et les filles consacrent chaque jour 250 millions d'heures Ã la collecte de l'eau, un temps qui pourrait Ãªtre consacrÃ© Ã l'Ã©ducation, aux loisirs ou Ã des activitÃ©s rÃ©munÃ©rÃ©es. Les filles de mo 15 ans (7 %) sont plus susceptibles que les garÃ§ons du mÃªme Ã¢ge (4 %) d'aller chercher de l'eau. Les mauvaises installations sanitaires touchent de maniÃ¨re disproportionnÃ©e les femmes et les filles, en particulier dans les bidonvilles et les zones rurales ; le manque de toilettes et d'eau pour l'hygiÃ¨ne menstruelle entraÃ®ne honte et absentÃ©isme : on estime que 10 millions d'adolescentes (15-19 ans) dans 41 pays, ont manquÃ© l'Ã©cole, le travail ou des activitÃ©s sociales entre 2016 et 2022. MalgrÃ© leur rÃ´le central dans l'approvisionnement en eau des foyers, dans l'agriculture, dans la gestion des Ã©cosystÃ¨mes et dans la rÃ©silience des communautÃ©s, les femmes restent systÃ©matiquement sous-reprÃ©sentÃ©es dans la gouvernance, le financement, les services publics et les prises de dÃ©cision relatives Ã l'eau : malgrÃ de nombreuses dÃ©clarations et politiques en faveur de l'Ã©galitÃ© des genres, les progrÃ¨s vers un accÃ¨s Ã©quitable Ã l'eau et aux services d'assainissement, ainsi que la participation des femmes Ã la gestion de l'eau, restent insuffisants car elles restent faiblement intÃ©grÃ©es dans les plans opÃ©rationnels. Les inÃ©galitÃ©s de genres en matiÃ¨re de propriÃ©tÃ© fonciÃ immobiliÃ¨re ont un impact direct sur l'accÃ¨s des femmes Ã l'eau : les droits relatifs Ã l'eau sont souvent liÃ©s aux droits fonciers, ce qui a une incidence directe sur la disponibilitÃ© de l'eau Ã des fins productives telles que l'agriculture ; les lois et rÃ©glementations relatives au rÃ©gime foncier qui discriminent les femmes les placent dans une situation sociale et Ã©conomique dÃ©favorable ; dans certains pays, les hommes possÃ¨dent deux fois plus de terres que les femmes. Les femmes restent sous-reprÃ©sentÃ©es dans la gestion et la gouvernance de l'eau : issues de 64 services publics rÃ©partis dans 28 pays Ã revenu faible ou intermÃ©diaire, les donnÃ©es disponibles indiquent que dans le secteur de l'eau moins d'un travailleur sur cinq est une femme, et que celles-ci sont moins bien rÃ©munÃ©rÃ©es que leurs homologues masculins (Banque mondiale, 2019). En 2021-2022, les femmes occupaient moins de la moitiÃ© des postes liÃ©s Ã l'eau, l'assainissement et l'hygiÃ¨ne dans la fonction publique dans 79 des 109 pays ayant rÃ©pondu Ã l'enquÃªte, et moins de 10 % dans prÃ¨s d'un quart des pays ayant rÃ©pondu (OMS, 2022).Â

Les inÃ©galitÃ©s entre les genres en temps de crise

Le dÃ©rÃ¨glement climatique, la pÃ©nurie d'eau et les catastrophes hydromÃ©tÃ©orologiques exacerbent les inÃ©galitÃ©s existantes entre les genres, en particulier lorsque l'eau est rare et les catastrophes frÃ©quentes. Le genre reste un facteur de vulnÃ©rabilitÃ© dÃ©terminant, car il conditionne l'exposition aux risques ainsi que l'accÃ¨s aux systÃ¨mes d'alerte prÃ©coce, au soutien au relÃ¨vement et Ã la sÃ©curitÃ© des moyens de subsistance Ã long terme. Les donnÃ©es montrent que le dÃ©rÃ¨glement climatique touche de maniÃ¨re disproportionnÃ©e les femmes : une augmentation de 1 Â°C de la tempÃ©rature rÃ©duit les revenus des mÃ©nages dirigÃ©s par des femmes de 34 % de plus que ceux des mÃ©nages dirigÃ©s par des hommes, tandis que le nombre d'heures de travail hebdomadaires des femmes augmente en moyenne de 55 minutes par rapport Ã celui des hommes.

Un appel Ã combler les Ã©carts de genre dans l'accÃ¨s et la gestion de l'eau

Le rapport formule des recommandations concrÃ¨tes pour rÃ©aliser des progrÃ¨s significatifs, parmi lesquelles : Supprimer les obstacles juridiques, institutionnels et financiers qui empÃªchent les femmes de bÃ©nÃ©ficier de l'Ã©galitÃ© des droits dans l'accÃ¨s Ã l'eau, Ã la terre et aux services ; Renforcer les financements et les budgÃ©tisations sensibles au genre par le biais des mÃ©canismes de responsabilitÃ© solides ; Investir dans la collecte de donnÃ©es sur l'eau ventilÃ©es par genre afin de mettre en Ã©vidence les inÃ©galitÃ©s et d'orienter les politiques ; Valoriser le travail non rÃ©munÃ©rÃ© liÃ© Ã l'eau dans l dÃ©cisions de planification, de tarification et d'investissement ; Renforcer les capacitÃ©s de gestion et les compÃ©tences techniques des femmes, en particulier dans les domaines scientifiques et techniques de la gouvernance de l'eau ; Aller

au-delÃ des solutions Â« bon marchÃ© Â» qui reposent sur le travail non rÃ©munÃ©rÃ© et exacerbent les inÃ©galitÃ©s

Pour rappel enfin, en 2024, 2,1 milliards de personnes n'avaient toujours pas accÃ¨s Ã un approvisionnement en eau potable gÃ©rÃ© de faÃ§on sÃ»re, 3,4 milliards de personnes n'avaient toujours pas accÃ¨s Ã des services d'assainissement gÃ©rÃ©s de faÃ§on sÃ»re et 1,7 milliard de personnes n'avaient pas accÃ¨s Ã des services Ã©lÃ©mentaires d'hygiÃ¨ne Ã dom